

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Département du Gard

COMMUNE de PUJAUT

Nombre de membres :

Affiliés au conseil Municipal : 27

En exercice : 27

Qui ont pris part à la délibération : 27

Dont pouvoirs : 5

Date de la convocation : 02/11/2018

Date d'affichage : 13/11/2018

L'an deux mil dix huit, le huit novembre, à 20h30, le Conseil Municipal de la commune de PUJAUT, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de **M. DAVID Guy**.

Étaient présents : M. Guy DAVID, Mme Sandrine SOULIER, M. Gilbert ESTOURNEL, Mme Marie-Christine RICHAUD, M. André ROCHE, Mme Aline PARADA, M. Pierre JOUVENAL, M. Antonio BELDA, Mme Myriam NICAISE, Mme Monique GASSIN, M. Denis COCHET, M. Bruno ODOYER, Mme Catherine CHAUVIN, Mme Claude JOUFFRET, M. Thierry COURTES, M. Aimé FABRE, M. Jean FERRARA, M. Christophe BENISTANT, M. Laurent GARCIA, Mme Christine VINCENT, Mme Anne-Laure VIDAL, Mme Emilie CHAMBE.

Étaient absents excusés : Mme Gaëlle CLEMENT, M. Frédéric VIDAL, M. Christian TRIDOT, Mme Mireille DAVID, Mme Elisabeth GRANOUX.

Étaient absents non excusés : -

Procurations : Mme Gaëlle CLEMENT en faveur de Mme Sandrine SOULIER, M. Frédéric VIDAL en faveur de Mme Marie-Christine RICHAUD, M. Christian TRIDOT en faveur de M. Laurent GARCIA, Mme Mireille DAVID en faveur de M. Guy DAVID, Mme Elisabeth GRANOUX en faveur de Mme Claude JOUFFRET.

Secrétaire : Mme Aline PARADA.

Numéro Délibération : MA-DEL-2018-073

OBJET : AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE - PROJET DE SECURISATION DU BARRAGE DU PLANAS - DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU, DEFRICHEMENT ET DEROGATION D'ESPECES PROTEGEES

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article R181-38,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 04 juillet 2014 n° 2014155-0014 portant classement du barrage du Planas situé sur la commune de Pujaut,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 2018 n°30-20180924-003 portant ouverture d'enquête publique préalable à la demande de déclaration d'intérêt général comportant une demande d'autorisation environnementale requise au titre des articles L.181-10 et R.181-35 à 38 du Code de l'Environnement, concernant le projet de sécurisation du barrage du Planas sur la commune de Pujaut,

Le Syndicat Mixte d'Aménagement des Bassins Versants du Gard Rhodanien (SMABVGR), dont le siège est fixé à Pujaut – Hôtel de Ville, 12 rue de la Mairie à Pujaut (30131) réalise des études et des opérations liées à la prévention contre le risque inondation, à la préservation des milieux aquatiques et des zones humides.

Le SMABVGR est gestionnaire du barrage du Planas. Propriété pour partie de la commune de Pujaut, de RFF et de la SNCF, cet ouvrage écrêteur de crue a pour vocation la rétention des eaux en provenance des anciens étangs de Rochefort-du-Gard et de Saze afin de réduire les débits transitant dans la plaine de Pujaut.

Suite aux inondations des 08 et 09 septembre 2002, la digue a été rehaussée afin d'augmenter sa capacité de stockage.

Cependant, l'étude de danger initiée par le syndicat et réalisée par la société SOCOTEC INTERNATIONAL en 2013, a conclu à un niveau de risque élevé de rupture de l'ouvrage par surverse, la cote du déversoir de sécurité étant voisine voire supérieure à celle des digues de ceintures anciennes.

En conséquence, par arrêté n°2014185-0014 en date du 04 juillet 2014, le Préfet du Gard a mis en demeure le SMABVGR d'araser la rehausse de la cote du déversoir réalisée en 2002 et de déposer un dossier de sécurisation en augmentant la capacité de stockage de la structure afin qu'elle soit supérieure à celle de 2002 et consolider ainsi les digues de ceinture.

Le SMABVGR a déposé au titre de la loi sur l'eau un dossier de demande de déclaration d'intérêt général comportant notamment une demande d'autorisation environnementale, de défrichement et de dérogation d'espèces protégées pour le projet de sécurisation du barrage du Planas, inscrit dans le Plan d'Actions de Prévention des Inondations n°2 labellisé en 2018, dont l'opération consiste en :

- La rehausse et sécurisation du déversoir,
- Le confortement de la vidange de fond,
- Le prolongement, le rehaussement et la sécurisation de la digue Nord,
- La mise en transparence des digues de ceinture du Planas qui se sont avérées inefficaces dans la protection des crues.

Par ailleurs, ce projet impactant un massif forestier de plus de 4 ha, le syndicat doit obtenir une autorisation de défrichement des terrains concernés.

Etant précisé que l'objectif de ce projet consiste à augmenter la capacité de retenue de l'ouvrage en stockant temporairement les flux arrivant de l'amont et à faciliter le ressuyage de la plaine de Pujaut pour limiter les durées de submersion. L'acquisition foncière des parcelles concernées par l'emprise du projet débiteront dès 2019.

Conformément aux dispositions du Code de l'Environnement ce projet est soumis à enquête publique préalable.

En conséquence, par arrêté en date du 24 septembre 2018, Monsieur le Préfet du Gard a prescrit l'ouverture d'une enquête publique du 15 octobre 2018 au 16 novembre 2018 inclus, pendant 33 jours.

Le dossier complet d'enquête pour le projet de sécurisation du barrage du Planas, demandes et pièces annexées ainsi que les avis obligatoires, a été déposé au SMABVGR (à Pujaut), siège de l'enquête, pour être tenu à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture du syndicat.

Le dossier est également consultable pendant la durée de l'enquête sur une plateforme électronique réservée à cet effet.

Considérant que l'avis précisant la nature des travaux, leur localisation, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique, le nom du commissaire enquêteur, les jours, heures où ce dernier recevra les observations des intéressés, a été affiché en Mairie et à l'Annexe de la Mairie, ainsi que sur les panneaux d'affichage communaux conformément à l'arrêté préfectoral,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

EMET un avis favorable à la demande environnementale déposée par le Syndicat Mixte d'Aménagement des Bassins Versants du Gard Rhodanien pour le projet de sécurisation du barrage du Planas.

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte après transmission à la Préfecture de NIMES et publication par voie d'affichage le 13/11/2018 ou de sa notification. Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire M. Guy DAVID

